

DANS L'ACTUALITE du 16 au 18 mai 2017

### **Textes officiels**

JORF n° 0117 du 18 mai 2017

[Décret du 17 mai 2017 relatif à la composition du Gouvernement](#)

JORF n° 0115 du 16 mai 2017

[Décret du 15 mai 2017 portant nomination du Premier ministre](#)

### **Jurisprudence**

Rejet des requêtes de l'Assemblée des départements de France et de plusieurs départements :  
Incidences de la suppression de la clause de compétence générale des départements et des  
régions sur l'exercice des compétences des collectivités territoriales

[CE 12 mai 2017 Assemblée des départements de France et de plusieurs départements, req. n° 397364](#)

[CE 12 mai 2017 Assemblée des départements de France et de plusieurs départements, req. n° 397366](#)

Contestation par un tiers de la validité d'un marché public

[CAA Nantes 10 mai 2017 Groupement GTP Manche et la SELARL Anquetil-Lelièvre et Associés, req. n° 15NT03897](#)

### **Circulaire**

Adaptation des enjeux de planification urbaine et rurale aux nouvelles échelles  
d'intercommunalité

[Instruction du Gouvernement du 5 mai 2017 relative à l'adaptation des enjeux de planification  
urbaine et rurale aux nouvelles échelles d'intercommunalité](#)

Mise en œuvre de la procédure d'exemption des communes du dispositif SRU en application de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation

[Instruction du Gouvernement du 9 mai 2017 relative à la mise en œuvre de la procédure d'exemption des communes du dispositif SRU en application de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation](#)

### **Vu par ailleurs**

Gouvernement : 18 ministères, pas de portefeuille pour le Logement

[Le président de la République, Emmanuel Macron a nommé mercredi 17 mai un gouvernement paritaire de 22 membres. Si la « Transition écologique et solidaire », confiée à Nicolas Hulot, promet d'être très médiatisée, et si les Transports \(Elisabeth Borne\) et les Territoires \(Richard Ferrand\) ont cette fois leur propre portefeuille, il n'y a pas de ministère du Logement.](#)

Source : Le Moniteur du 17/05/2017

Urbanisme

**Aménagement commercial : une circulaire appelle les préfets à la vigilance**

[Comme l'ex-secrétaire d'Etat au commerce Martine Pinville s'y était engagée lors des premières Assises de la revitalisation des centres-ville en février dernier, une instruction rappelle aux préfets les règles en matière d'aménagement commercial, suite aux réformes de 2014. Alors que les CDAC valident toujours l'essentiel des projets qui leur sont soumis, elle les invite à la vigilance, notamment sur les pratiques de contournement...](#)

Source : localtis.info du 17/05/2017

**Loi Montagne 2 : tout schuss sur les unités touristiques nouvelles**

[La procédure de création des unités touristiques nouvelles 2.0 issues de la loi Montagne 2 sont précisées dans un décret paru au « Journal officiel » le 11 mai. Le nouveau régime juridique entrera en vigueur le 1er août 2017.](#)

Source : Le Moniteur du 16/05/2017

## SRU : les communes exemptées d'obligation connues à l'automne

[Les villes qui souhaitent être exemptées des obligations de la loi solidarité et renouvellement urbain en matière de construction de logements sociaux disposent de quelques mois pour se faire connaître. Une instruction gouvernementale dévoile le planning très serré de la procédure à appliquer.](#)

Source : Le Moniteur du 16/05/2017

Environnement

## Photovoltaïque : de nouveaux contrats pour les installations de moins de 100 kWc

[En guise de conclusion au quinquennat, Ségolène Royal a signé un dernier texte consacré aux conditions d'achat pour les installations de moins de 100 kWc. L'arrêté du 9 mai 2017 acte entre autres la fin des privilèges pour les systèmes intégrés au bâti, et l'avènement de la vente en surplus.](#)

Source : Le Moniteur du 16/05/2017

Collectivités territoriales

## Réforme territoriale - Recours contre la loi Notr : les départements sont à nouveau déboutés

[L'Assemblée des départements de France demandait au Conseil d'Etat l'annulation d'une des instructions relatives à l'application de la loi sur les compétences des collectivités territoriales. La juridiction a rejeté sa requête.](#)

Source : localtis.info du 17/05/2017

## **Vu dans les revues**

RDI n° 5 mai 2017 p.229, *Le droit de délaissement du propriétaire dans le cadre des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*, par René Hostiou

DP Construction et urbanisme Bulletin n° 486, mai 2017 p.1, *Les autorisations d'urbanisme sous le filtre de la Loi Littoral*, par Harold Brasnu

## Presse

Les villes dans le big-bang du stationnement automobile

[La dépenalisation du stationnement en voirie entrera en vigueur début 2018. Le marché est bousculé par l'arrivée des technologies intelligentes.](#)

Source : les Echos du 17/05/2017